



Sommaire

Éditorial

1

L'IMPLANTATION DU MODÈLE DE
PRÉVISION À COURT TERME DE TYPE
TABLO DANS LES ETATS MEMBRES
D'AFRISTAT

2

NOUVELLES D'AFRISTAT

4

ACTIVITÉS DE LA
DIRECTION GÉNÉRALE

5

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

8

ECHOS DES INSTITUTS
NATIONAUX DE STATISTIQUE

9

RÉUNIONS,
ATELIERS ET SÉMINAIRES

11



Éditorial

Nous publions notre cinquantième numéro de *La Lettre d'AFRISTAT*. Certes, ce n'est pas un événement majeur, mais c'est tout de même un anniversaire symbolique qui nous encourage à continuer à informer un public de plus en plus large sur les activités de notre organisation.

Comme cela est de tradition à AFRISTAT, le troisième trimestre 2009 a été consacré à la préparation de la réunion annuelle ordinaire du Conseil scientifique et la seconde réunion ordinaire annuelle du Comité de direction. Nous n'avons pas dérogé à cette règle. Pour les besoins de ces réunions statutaires, les rapports d'activité et d'exécution budgétaire 2009 à mi-parcours ainsi que les projets de plan d'action 2010/2011 et de budget 2010 ont été élaborés. Nous avons également poursuivi les réflexions sur l'avenir d'AFRISTAT. En effet, après l'adoption des orientations stratégiques de

travail par le Conseil des Ministres, AFRISTAT poursuit l'élaboration de son programme de travail de moyen terme pour la période 2011-2015. Il se prépare aussi à lancer une étude sur le fonctionnement de sa direction générale et la reconstitution de ses ressources propres au titre de la période 2016-2025.

Au cours de ce trimestre, AFRISTAT a procédé, pour les pays placés sous sa supervision et en collaboration avec la Banque africaine de développement, au lancement du démarrage effectif du Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays régionaux de la BAD. Ce programme permettra aux pays bénéficiaires de mieux se préparer à intégrer les activités du prochain round du Programme de comparaison internationale dans leurs stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS).

Après la réunion de lancement des activités de ce programme, AFRISTAT a organisé un atelier sur les outils de pilotage de la mise en œuvre des SNDS. Les débats organisés sur ce thème montrent de véritables avancées réalisées par les pays sur la maîtrise de ces cadres, mais dévoilent en même temps la nécessité d'entreprendre encore des efforts importants pour ancrer définitivement la culture de programmation des activités dans l'organisation de la production des systèmes statistiques nationaux.

Comme autre activité importante réalisée dans le cadre de ce programme, AFRISTAT a organisé un séminaire sur la comptabilité nationale sous le thème des innovations du Système de comptabilité nationale 2008. L'animation de cette rencontre a été assurée par les experts d'AFRISTAT et ceux d'institutions ou d'organismes invités : Division des statistiques des Nations unies, Insee, Eurostat, Banque africaine de développement et Centres régionaux d'appui technique du Fonds monétaire international en Afrique du centre et de l'Ouest (AFRITAC). En plus de la subvention de la BAD, AFRISTAT a bénéficié d'une contribution de la France et d'un financement de la Banque islamique de développement, qui participe pour la première fois à nos activités.

Respectant une habitude déjà acquise, ce numéro contient un panorama des appuis qu'AFRISTAT a apportés aux Etats au cours du trimestre sous revue et quelques échos rassemblés sur les activités des instituts nationaux de statistique des Etats membres. Enfin, La Lettre d'AFRISTAT renoue avec la publication des réflexions méthodologiques sur un thème spécifique. L'article, présenté dans le présent numéro, propose une démarche pour élaborer régulièrement des prévisions économiques.

Nous ne saurions terminer ce billet sans saluer l'organisation des réunions internationales en novembre 2009 à Dakar (Sénégal) sur la statistique. Pour AFRISTAT, produit d'un partenariat régional et international soutenu, la réunion du Consortium PARIS21, du 16 au 18 novembre 2009, constitue un véritable espoir pour renouveler le partenariat pour que la statistique serve effectivement pour la réduction de la pauvreté et la croissance dans les pays en développement.

Martin BALEPA
 Directeur Général d'AFRISTAT

AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(223) 20 21 55 00

20 21 55 80 / 20 21 60 71

Fax (223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

L'implantation du modèle de prévision à court terme de type TABLO dans les Etats membres d'AFRISTAT

Par Claude Joger, expert macroéconomiste

AFRISTAT a mis au point un modèle de prévision macroéconomique de court terme de type TABLO, dont il recommande la mise en place dans l'ensemble des Etats membres. Cette initiative est le résultat d'une réflexion entamée depuis plusieurs années, et qui s'est progressivement imposée.

Les réflexions sur la mise en œuvre d'un modèle de type TABLO sont parties du constat suivant :

- dans chaque Etat membre, l'administration économique doit réaliser périodiquement des exercices de prévision macroéconomique. Ceux-ci s'inscrivent dans les cadres de la préparation budgétaire et des missions périodiques des Institutions de Bretton-Woods, et pour certains en raison de leur intégration dans des unions économiques ;
- la plupart dispose en conséquence d'un service spécialisé chargé d'élaborer ces prévisions, mais ces services utilisent rarement un outil performant adapté à la prévision à court terme ou utilisant une structure récente de l'économie nationale ;
- en amont, AFRISTAT a proposé des méthodes et un outil d'aide à l'élaboration des comptes économiques communs aux Etats membres avec l'assistance d'un progiciel appelé ERETES qui se met en place progressivement dans l'ensemble des instituts nationaux de statistique (INS).

Le choix d'un modèle de type TABLO est la résultante logique de l'implantation du logiciel ERETES, puisqu'il utilise les mêmes concepts et tableaux que les comptes nationaux pour réaliser leurs cadrages macroéconomiques : tableau des entrées-sorties (TES) et tableau des comptes économiques intégrés (TCEI).

Toutefois, les administrations concernées ne sont pas les mêmes : instituts nationaux de la statistique pour les comptes du passé, services des ministères chargés des finances, du budget ou du plan pour les prévisions.

Généralités sur les modèles TABLO

Le modèle TABLO est un modèle macroéconomique quasi-comptable qui vise à réaliser des projections sur un horizon maximal de deux années. Il est particulièrement adapté aux travaux de pro-

jection liés à la préparation du projet de loi de finances. En effet, il fournit aux perspectives budgétaires, un cadre de cohérence comptable suffisamment détaillé, tout en permettant de simuler la croissance économique, en faisant la part entre les effets de volume et de prix.

Il appartient à la famille de modèles utilisant une matrice de « Léontief », que les comptables nomment « tableau entrées-sorties ».

Ses caractéristiques générales sont les suivantes : les produits et les branches sont détaillés (par l'adoption de la nomenclature des comptes nationaux du passé), l'équilibre des biens et services est entièrement explicité, il est retenu l'hypothèse de fixité, sauf corrections exogènes, des coefficients techniques et budgétaires, et de la productivité apparente du travail. L'équilibre réalisé est dit statique et il est réalisé en l'absence de relations économétriques ; les revenus des ménages suivent l'effet du multiplicateur keynésien.

Pour ce qui concerne l'investissement productif, contrairement aux modèles de moyen terme qui dérivent la croissance de l'accumulation du capital, les dépenses d'investissement (équipement, construction) n'ont pas d'incidence induite sur la production intérieure : la demande de biens d'investissement n'entraîne à court terme que la production ou l'importation de ces biens d'équipement demandés. L'hypothèse de court terme est que les effets de l'accumulation du capital se propagent dans des délais qui sortent du cadre du court terme.

Dans la pratique, à partir d'un certain nombre d'hypothèses exogènes qui sont postulées, TABLO projette les différents tableaux explicités selon une structure identique à celle de l'année de base. Le cheminement des projections est réalisé en remplaçant les tableaux de l'année de base par ceux de l'année qui vient d'être estimée, compte tenu des hypothèses concernant cette nouvelle année.

Principales caractéristiques des modèles TABLO de base

Il s'agit d'un modèle keynésien, donc tiré par la demande, dans lequel l'appareil productif ajuste instantanément son offre à la demande en raison de capacités excédentaires de production et d'une main d'œuvre immédiatement disponible.

La production d'une branche est calculée selon un schéma keynésien traditionnel (boucle demande-production-demande).

La consommation finale des ménages est proportionnelle au revenu disponible, sauf modification exogène du taux d'épargne.

Les autres éléments de la demande finale (investissement, exportations, consommation des administrations) sont exogènes, de même que leur répartition par biens et services.

Les importations sont calculées à partir des contenus en import des demandes finale et intermédiaire, et les exportations sont exogènes en volume.

Les prix sont exogènes, sauf introduction d'un mécanisme de répercussion automatique des coûts sur les prix.

Quelques adaptations du modèle de base pour les économies des pays d'AFRISTAT

Dans la plupart des économies en développement, l'appareil de production n'est pas forcément en état de satisfaire instantanément la demande. TABLO identifie en conséquence deux types de branches d'activités : des branches d'offre et des branches de demande.

Dans une branche « d'offre », la production est fixée à court terme de manière exogène. Le prévisionniste doit ainsi faire des hypothèses sur la récolte agricole, l'exploitation du bois, du pétrole, des mines, les dépenses de l'administration, etc. Dans une branche de demande (BTP, transports, services et commerce), la production s'ajuste à la

demande exprimée grâce à la disponibilité des facteurs de production.

La consommation finale des ménages n'est pas proportionnelle au revenu disponible puisqu'on introduit une consommation non compressible en volume (alimentation de base...). Pour le reste de la consommation, on revient à la règle de proportionnalité au revenu (résiduel).

Les exportations ne sont pas toutes exogènes dès lors que pour un produit de base, on se donne sa production (pétrole brut, cacao, minerais, phosphates, bétail...). On soldera sur les exportations une fois déduits les flux minoritaires destinés à la demande interne.

Les importations alimentaires sont calculées par solde entre les besoins alimentaires et la production locale (au jeu des stocks près).

Les prix intérieurs ne sont pas exogènes, mais reflètent l'évolution des coûts, et il est possible d'introduire des mécanismes d'inflation par la demande.

Le modèle génère également les éléments de base des comptes extérieurs et du budget, de sorte que le compte prévisionnel comprend également en sortie d'un tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) et d'une balance des paiements agrégés.

Principes de fonctionnement du modèle

Les hypothèses effectuées sur les branches ou produits « d'offre », sur les cours des produits de base, sur les investissements et sur la demande publique sont la clé qui va permettre d'amorcer les calculs itératifs. Ainsi, une augmentation supposée de la produc-

tion agricole d'une année sur l'autre, une fois mise sur le marché (national et international) va générer des revenus supplémentaires aux ménages ruraux, qui, compte tenu de leur propension à consommer, adressent une demande additionnelle sur le marché des biens et services. Elle est satisfaite par une production et/ou une importation supplémentaires des biens et services concernés (en fonction de la ventilation initiale local-importé). La production additionnelle crée elle-même des revenus supplémentaires (par l'enchaînement production vendue – valeur ajoutée dégagée – partage de cette valeur ajoutée entre les agents économiques). Ces revenus vont eux-mêmes générer une demande supplémentaire qui, de proche en proche va se diffuser dans l'ensemble des branches de l'économie domestique, et générer également un nouveau solde commercial.

Pour les recettes de l'Etat, la logique du modèle est la même. Les dépenses des agents génèrent le versement de taxes (à la consommation, à l'importation...) qui alimentent directement les recettes publiques.

C'est in fine le cadrage de l'économie qui, en plus de générer les prévisions de croissance macroéconomique et sectorielle, permet de réaliser une projection des ressources de l'Etat, pour celles qui sont liées à l'activité.

Le modèle permet également de réaliser des exercices de variantes et de simuler des effets de politique économique et fiscale. Par exemple, des exercices visant à mesurer les effets de modifications des taux de taxes indirectes peuvent utilement être mis à profit par les services chargés d'élaborer le budget de l'Etat.

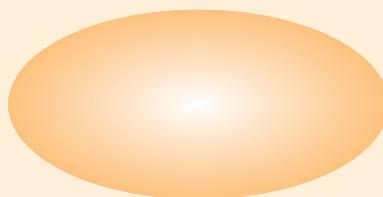
Avantages de TABLO

Un avantage essentiel du type de modèle TABLO proposé par AFRISTAT est sa gestion relativement aisée et peu coûteuse en moyens humains, techniques et financiers. Du fait de son implantation sur tableur, son utilisation ne nécessite pas de connaissances informatiques très pointues. Le choix du logiciel Excel constitue un atout supplémentaire dans la mesure où celui-ci est largement utilisé dans les administrations économiques.

Par ailleurs, son articulation avec les comptes nationaux permet de prendre en compte les évolutions de la structure de l'économie nationale. La gestion du modèle en devient plus aisée.

Toutefois, il nécessite, pour son appropriation par les services nationaux, que les responsables nomment à ces postes stratégiques des cadres ayant des connaissances approfondies de la comptabilité nationale et des enchaînements macroéconomiques, ainsi qu'une bonne connaissance du fonctionnement de l'économie de leur pays.

AFRISTAT a commencé la mise en place de ce type de modèle dans les Etats membres qui en ont fait la demande. Il apportera son appui à son implantation dans toutes les administrations économiques qui s'estimeront prêtes à en assurer le fonctionnement et la pérennité, sous réserve de la disponibilité des comptes économiques récents et des tableaux essentiels que sont le tableau entrées-sorties (TES) et le tableau des comptes intégrés (TCEI).



Nouvelles d'AFRISTAT

Arrivées



■ M. Claude Tchamda, de nationalité camerounaise, a pris fonction à AFRISTAT le 1^{er} août 2009 en qualité d'expert en statistiques des prix. Statisticien économiste de formation, M. Claude

Tchamda était précédemment en service à l'Institut national de la statistique du Cameroun où il occupait le poste de chef de division des statistiques des conditions de vie des ménages et du suivi du coût de la vie.



■ M. Bruno Magloire Nouatin, de nationalité béninoise, a pris fonction à AFRISTAT le 1^{er} août 2009 en qualité d'expert en statistiques démographiques et sociales.

Démographe de formation, M. Nouatin était précédemment en service à l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) du Bénin où il occupait le poste de directeur du traitement de l'information et des publications.



■ Joseph Larmarange, docteur en démographie, a rejoint AFRISTAT le 5 août 2009 dans le cadre d'une convention de partenariat entre AFRISTAT et l'IRD/CEPED. De nationalité française,

M. Larmarange est chargé de recherches à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et travaillera au sein du CERA/AFRISTAT.

Stages

AFRISTAT accueille depuis le 20 juillet 2009, M. Jean-Claude Nguemeni, élève Ingénieur statisticien-économiste de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan, pour un stage de trois mois. Le

thème du stage est « Développement d'un modèle de prévision à moyen terme : cas du Mali ».

■ Depuis le 29 septembre 2009, AFRISTAT a accueilli trois jeunes diplomates du

ministère des Affaires étrangères du Sénégal pour un stage d'information et d'imprégnation d'une durée de trois semaines. Il s'agit de Mme Marième Soda Ndoye Lô et de MM. Boubacar Sow et Moussa Khady Cissé.

Relations avec les partenaires

■ AFRISTAT et l'IRD ont renouvelé le 18 septembre 2009, la convention de partenariat qui les lie pour une durée de 4 ans. Ce renouvellement entre dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet de recherche commun intitulé « Mesurer les inégalités de genre des ménages ouest-africains en matière de consommation » (MIGMAC). L'objet de ce projet s'inscrit dans une perspective interdisciplinaire ayant pour but de valoriser les enquêtes réalisées par les instituts nationaux de statistique. AFRISTAT et le CEPED, agissant

au nom de l'IRD, effectueront des analyses sur la lutte contre la pauvreté, l'impact des migrations internationales à travers la question des transferts et les inégalités de genre.

■ Une convention de prestation de services d'un montant de 2 577 661 300 FCFA a été signée entre AFRISTAT et la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) en septembre 2009, dans le cadre du projet d'harmonisation des

indices des prix à la consommation finale dans les pays de la CEMAC. La signature de cette convention marque le démarrage du projet prévu pour une durée de 24 mois.

■ La Banque mondiale a accordé, en juin 2009, un don de 318 235 dollars US pour financer la seconde phase du Projet de plate-forme éditoriale commune des INS. Ce projet sera mis en œuvre en collaboration avec le Centre de formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL)



Signature de la convention de partenariat AFRISTAT / IRD

Activités de la Direction Générale

Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation pour les Etats membres de l'UEMOA

Après la détermination de la structure des consommations et des prix de base dans les Etats, la mise en œuvre du Projet se trouve dans la phase de calcul des indices provisoires. La huitième réunion du Comité de suivi de l'IHPC-UEMOA et un atelier de validation du cahier des charges informatique pour la réalisation d'une application informatique de production des indices de prix se sont tenus récemment à Bamako.

■ La huitième réunion du Comité de suivi de l'indice harmonisé des prix à la consommation des pays de l'UEMOA s'est tenue les 21 et 22 juillet 2009 à Bamako. Elle a été précédée, du 13 au 17 juillet 2009, de la 9^e réunion du Groupe de travail dudit Comité. Ces réunions ont permis de faire le point sur l'état d'avancement des activités du Projet et d'examiner les difficultés rencontrées. Une feuille de

route, afin de rendre disponibles les indices provisoires de janvier à juillet 2009 au plus tard le 31 août 2009, a été adoptée par la réunion du Comité de suivi. La mise en œuvre de cette feuille de route a permis à la plupart des Etats de produire les indices provisoires. Un appui direct a été apporté à la Guinée Bissau pour la production de ces indices.

■ L'atelier de validation du cahier de charges informatique pour la production d'une application informatique de production des indices de prix a eu lieu du 23 au 25 septembre 2009 à Bamako. Cet atelier, qui a réuni les experts des Etats membres de l'UEMOA, du Cameroun, du Tchad, de la Commission de l'UEMOA et de la BCEAO, a permis de valider ce cahier.

Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique de la RCA

Les activités du Projet d'appui à la réhabilitation des capacités de planification économique de la République centrafricaine (PARC-PE) dont la fin était initialement prévue en février 2009, se poursuivront jusqu'en décembre 2009 pour les volets gestion macroéconomique et prix afin de mettre en place un modèle de prévision macroéconomique.

■ Pour le volet gestion macroéconomique, les travaux de mise en place d'un modèle de prévision macroéconomique de type TABLO se poursuivent. En juillet dernier, l'intégration du module des finances publiques associé au TOFE a été réalisées, et en août la balance des paiements a été intégrée. La mise à jour de la base des données conjoncturelles de

l'Institut centrafricain des statistiques, des études économiques et sociales a également été réalisée. L'établissement d'une base de données structurelles sur le secteur primaire est en cours.

■ Concernant le volet prix, le premier indice des prix à la consommation rénové (du type IHPC) a été calculé et publié. Il a

concerné les données du mois d'août 2009.

L'indice de la production industrielle du 1^{er} trimestre 2009 de Bangui et des régions a été calculé et la saisie des données du répertoire d'entreprises national a été lancée.

Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays régionaux de la Banque africaine de développement

La mise en œuvre du Programme multinational de renforcement des capacités statistiques des pays régionaux de la Banque africaine de développement a effectivement démarré en août 2009. L'objectif de ce programme est de renforcer au cours des années 2009-2010, les capacités statistiques en Afrique dans l'attente du démarrage du round 2011 du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique. La BAD a confié à AFRISTAT la supervision des activités dans dix-huit Etats bénéficiaires de ce programme.

■ Les protocoles d'accord ont été signés entre AFRISTAT et la plupart des pays relevant de sa sous coordination à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Cap Vert, le Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la RCA, la RDC, le Sao Tomé et Príncipe, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Les premiers décaissements ont été effectués au profit de ceux qui ont rempli les conditions préalables.

■ AFRISTAT a organisé du 31 août au 4 septembre 2009 à Bamako, un séminaire sur la gestion et l'administration de ce programme. Ce séminaire, qui a réuni les représentants des pays bénéficiaires du programme avait pour objectifs : (i) de présenter le programme aux participants ; (ii) de les former aux procédures de la BAD en matière de décaissement, d'acquisition des biens et services, à l'organisation comptable au sein d'un projet ainsi

qu'à l'élaboration des documents comptables et financiers nécessaires durant l'exécution du programme et (iii) d'examiner les programmes d'activité des pays bénéficiaires.

■ Au titre d'autres activités, le financement mis à disposition dans le cadre de ce programme a permis de réaliser deux ateliers/séminaires au cours du troisième trimestre (voir ci-dessous).

Séminaire - atelier sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des stratégies nationales de développement de la statistique

Du 14 au 18 septembre 2009, AFRISTAT a organisé à Bamako un séminaire - atelier sur les outils de pilotage et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des stratégies nationales de développement de la statistique. Ce séminaire - atelier, financé en partenariat avec la BAD, avait pour objectif de renforcer les capacités des participants en programmation et en suivi et

évaluation des projets et aussi d'identifier les besoins solvables en assistance technique des Etats. Il a réuni les responsables de la programmation des activités statistiques des Etats membres suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

Les outils suivants de pilotage et de suivi et évaluation des SNDS ont été examinés au cours de ce séminaire - atelier : le plan d'action, le rapport d'activité y compris le reporting, le cadre logique et les termes de référence pour les évaluations de la mise en œuvre des plans stratégiques de développement de la statistique.

Séminaire sur les comptes nationaux

AFRISTAT a organisé du 21 au 25 septembre 2009 à Bamako, un séminaire sur les comptes nationaux sur le thème « Mise en œuvre du SCN2008 et analyse des résultats des comptes nationaux ». Ce séminaire, financé en partenariat avec la France, la BAD et la Banque islamique de développement, avait pour objectifs de discuter des changements intervenus dans le SCN2008 nouvellement adoptés par la Commission de statistique des Nations unies ainsi que de la stratégie de mise en œuvre de ce système et d'enrichir le guide des méthodes de rattrapage, d'analyse et de validation des résultats des comptes nationaux.

Il a regroupé les représentants des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Congo, République démocratique du

Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Tchad et Togo. Ont également pris part à ce séminaire, les représentants des institutions ci-après : AFRITAC Centre, BCEAO, BEAC, Commission de la CEMAC, Commission de l'UEMOA et Commission de l'Union africaine.

Les partenaires, en particulier, AFRITAC Ouest, la BAD, la Division de statistique des Nations unies, Eurostat et l'INSEE, ont contribué à l'animation du séminaire.

A l'issue du séminaire, les résultats suivants ont été atteints : (i) le contenu du document de validation, d'analyse, de publication et de diffusion a été validé ; (ii) le document méthodologique d'interpolation des comptes nationaux a été mis

à jour ; (iii) et un groupe de travail a été mis en place pour mener des réflexions sur la méthodologie des comptes trimestriels.

Les Etats ont été informés des nouveautés du SCN 2008 et ont interpellé les organisations internationales, régionales et sous régionales pour la traduction en français dans les meilleurs délais du manuel du SCN 2008.

AFRISTAT prévoit en 2010, dans le cadre de son plan d'action, de renforcer les capacités des comptables nationaux en analyse ; de finaliser la révision des nomenclatures d'activités et de produits des Etats membres et de commencer la révision du guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux.



Autres activités d'AFRISTAT

■ AFRISTAT a poursuivi les activités du projet sur l'évaluation des dépenses de recherche pour la santé. Les documents de collecte (questionnaire, manuel, nomenclature), le masque de saisie et la stratégie d'identification des unités à enquêter proposée par les pays ont été finalisés. La collecte des données dans les Etats pilotes (Burkina Faso, Cameroun, Mali), a démarré et les bases de données apurées devront être transmises à AFRISTAT à la fin du mois d'octobre 2009.

■ Dans le cadre de la composante statistique du Programme d'appui de la coopé-

ration française au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, l'achat d'équipements informatiques (ordinateurs, logiciels antivirus, scanners et onduleurs) pour la gestion de sites Web et de bases de données a été réalisé. Ces équipements et logiciels ont été fournis aux instituts nationaux de statistique de la Gambie, du Liberia, du Nigeria et de la Sierra Leone.

Les appuis pour l'amélioration des sites Web ont également été apportés au Ghana, au Liberia et à la Sierra Leone.

■ Du 7 au 11 septembre 2009, une délégation d'AFRISTAT a effectué une mission d'études auprès de la Banque africaine de développement à Tunis sur les bases de données économiques utilisées par la BAD. En effet, cette organisation a mis en œuvre en 2008, un système de gestion de données basé sur deux modules complémentaires, Data Collection System et Data Platform. Développés à l'origine par la Banque mondiale, ces modules présentent un intérêt pour AFRISTAT dans la mesure où ils peuvent constituer une alternative au système de la 2gLDB qu'il utilise actuellement.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burundi

L'expert en statistiques des prix a assuré, du 7 au 11 septembre 2009, la formation du personnel de l'Institut des statistiques et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU) en statistique des prix. Une quarantaine de cadres exerçant aussi bien dans l'administration centrale que dans les services provinciaux de l'ISTEEBU ont été formés. Il a également réalisé un diagnostic du système des statistiques des prix et a proposé des actions à mettre en œuvre pour améliorer l'existant. Un chronogramme indicatif d'activités accompagné d'une estimation des coûts a été élaboré à cet effet.

Guinée

■ Du 19 au 31 juillet 2009, un expert en comptabilité nationale a effectué, dans le cadre du projet de rattrapage du retard de production des comptes nationaux et de la mise en œuvre du SCN 93, une mission à l'Institut national de la statistique en vue de lancer les travaux d'élaboration des comptes nationaux de l'année 2006. La mission a permis de mettre en place la base de données ERETES de l'année 2006 et de réaliser les travaux de la première itération.

Mali

■ L'expert principal en système d'infor-

mation sur les stratégies de réduction de la pauvreté a, du 27 au 31 juillet 2009, apporté un appui technique à l'Institut national de la statistique (INSTAT) pour l'estimation de la taille optimale de l'échantillon de l'Enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM) de 2009.

■ Il a également animé, du 3 au 7 août 2009, une formation sur les techniques d'analyse factorielle au profit de neuf cadres de l'INSTAT et d'un cadre de l'Observatoire du développement humain Durable (ODHD).

■ Les experts démographes ont effectué, du 7 au 11 septembre 2009, une mission d'appui à l'INSTAT pour accompagner cet organisme dans : i) le processus d'appariement et de collationnement des données de l'Enquête post-censitaire (EPC) ; l'élaboration de plan du rapport de l'EPC ; iii) la révision du masque de saisie de l'EPC ; iv) l'évaluation des documents méthodologiques du traitement du recensement générale de la population et de l'habitat.

Mauritanie

■ Du 26 juin au 3 juillet 2009, un expert macroéconomiste a effectué une mission d'appui à la Direction de la prévision et de l'analyse économique (DPAE) dans le cadre de la convention avec le Service de

coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Mauritanie pour la mise en œuvre du volet statistique et économique du projet PAFIEM. L'objectif de cette mission était d'établir un diagnostic du système de suivi statistique du cadre macroéconomique, sous les aspects conjoncturels et structurels, et d'élaborer un cahier des charges en vue de l'élaboration d'une base de données au profit de la DPAE.

■ L'expert macroéconomiste a également animé, du 13 au 17 septembre 2009 à Nouakchott, un atelier de formation en conjoncture. Cet atelier s'est inscrit dans le cadre de la convention de travail entre l'Office national de la statistique et AFRISTAT.

Niger

■ Du 21 au 26 septembre 2009, l'expert en statistique d'entreprises a effectué une mission d'appui technique à l'Institut national de la statistique pour mettre en place un dispositif de mise à jour du répertoire d'entreprises et former les cadres nationaux sur le processus de gestion d'un répertoire d'entreprises. A l'issue de cette mission, un document sur les procédures de gestion du répertoire d'entreprises du Niger a été élaboré.



Activités internationales

■ Du 29 juin au 5 juillet 2009, M. Martin Balépa, Directeur Général, a séjourné en France où il a pris part à l'Assemblée générale du CESD-statisticiens pour le développement et à la 22^e réunion de la Conférence des directeurs des écoles de statistique africaines (CODESA) qui se sont tenues respectivement le 29 juin et le 2 juillet 2009 à Paris.

Il a, en marge de ces réunions, rencontré les responsables de PARIS21 pour s'informer de l'état d'avancement de la préparation de la réunion du Consortium qui aura lieu à Dakar du 16 au 18 novembre 2009.

Il a également pris part aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence (France) tenues les 3 et 4 juillet sous le thème « Croissance, démographie, finance : des ruptures aux nouveaux équilibres ». Au cours de cette réunion du Cercle des économistes d'Aix-en-Provence, M. Balépa a présenté une communication intitulée : « Quels équilibres pour l'Afrique subsaharienne ? Croissance démographique et défis pour le développement socio-économique ».

■ M. Guillaume Poirel, expert démographe, a participé à l'atelier régional sur les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de vie en Afrique organisé du 29 juin au 3 juillet 2009 par la CEA, la Division de statistique des Nations unies (DSNU) et la BAD à Dar es Salaam (Tanzanie). Les participants ont été formés à la mise en œuvre des directives des Nations unies et sur les standards internationaux (concepts, définitions, méthodes de collecte et de traitement des données). Les échanges et présentations ont permis : i) de sensibiliser les pays à l'importance des statistiques de vie ; ii) d'évaluer l'état actuel des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de vie afin d'identifier les lacunes à combler, les perspectives, les défis et les opportunités. L'atelier a permis d'établir le réseau africain sur l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de vie (SEEC-SV).

■ M. Djoret Biaka Tedang, expert macro économiste, a représenté AFRISTAT à un séminaire sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme organisé du 6 au 12 juillet 2009 à Dakar par la Commission de l'UEMOA.

Outre le point relatif à l'état de la conjoncture au 1^{er} semestre 2009 et les perspectives présenté par les Etats et les organisations sous-régionales, les participants ont eu à débattre de l'impact des crises internationales (énergétique, alimentaire et financière) sur les économies des Etats membres de l'UEMOA et de l'harmonisation des méthodes de désaisonnalisation des séries temporelles.

■ Une délégation d'AFRISTAT composée de MM. Martin Balépa, Directeur Général, Doffou N'guessan, expert en comptabilité nationale et Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, a pris part aux réunions sur le programme de comparaison internationale (PCI Afrique), à la 3^e réunion du Groupe africain sur la comptabilité nationale et à la 57^e session de l'Institut international de statistiques (IIS) qui ont eu lieu du 12 au 22 août 2009 à Durban en Afrique du Sud. La délégation a eu plusieurs rencontres bilatérales et multilatérales en marge de ces réunions.

■ M. Eloi Ouédraogo, expert principal en systèmes d'information sur les stratégies de réduction de la pauvreté, a représenté AFRISTAT à la réunion satellite sur les statistiques agricoles et rurales tenue les 13 et 14 août 2009 à Maputo (Mozambique). Cette réunion, organisée par l'Institut international de statistique en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), l'Institut national de la statistique et des recensements (INE) et le Ministère de l'agriculture du Mozambique, a eu pour objet d'examiner la stratégie globale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales. Elle a regroupé une centaine de représentants des pays et des institutions internationales, régionales et sous-régionales. L'adoption de la stratégie à mettre en place dans le domaine est prévue à la prochaine session de la Commission statistique des Nations unies de février 2010.

■ M. Claude Tchamda, expert en statistiques des prix, a représenté AFRISTAT à la réunion technique des experts chargés de l'élaboration de l'indice harmonisé de la production industrielle et l'enquête harmonisée d'opinions dans l'industrie des Etats membres de l'UEMOA qui a eu lieu du 31 août au 2 septembre 2009 à Cotonou (Bénin). La réunion a permis des

échanges d'expériences dans le domaine des statistiques d'entreprises. Les experts ont reconnu que la méthodologie élaborée par AFRISTAT aborde la plupart des problèmes spécifiques que rencontrent les Etats. Ils ont, par ailleurs, recommandé l'accélération de la mise en œuvre des règlements d'AFRISTAT dans ce domaine, notamment celui relatif au répertoire d'entreprises à des fins statistiques.

■ Du 1^{er} au 4 septembre 2009, M. Emmanuel Ngok, expert en comptabilité nationale, a représenté AFRISTAT à la réunion du Groupe des experts sur les nomenclatures économiques et sociales qui s'est tenue au siège des Nations unies à New York (USA). Organisée par la DSNU, cette réunion avait pour objectif principal de poursuivre les travaux sur la mise en œuvre des nomenclatures récemment révisées dans la famille internationale des nomenclatures économiques et sociales, telles que la classification internationale par type d'industrie (CITI) qui concerne les activités économiques, la classification centrale des produits (CPC) ou la classification standard internationale des métiers, et pour discuter des travaux futurs sur des nomenclatures telles que la classification standard internationale de l'éducation (CITE) ou celles sur l'environnement et les énergies.

■ M. Djoret Biaka Tedang, expert macro économiste, a représenté AFRISTAT à la réunion du Comité de convergence de la Zone Franc (COCOZOF) qui a eu lieu le 3 septembre 2009 à Paris (France). Outre les thèmes habituels sur l'examen du projet de rapport sur l'état de la convergence et sur les thèmes retenus pour la réunion des ministres des finances de la Zone Franc, le Comité a examiné les résultats de l'étude sur le potentiel de croissance de la Zone Franc.

■ M. Djoret Biaka Tedang, a également pris part, les 28 et 29 septembre 2009 à Paris, aux réunions de la Zone Franc. La réunion des experts a discuté de l'état de la convergence dans la Zone, la lutte contre l'évasion fiscale et les mécanismes de financement de la lutte contre les changements climatiques. La réunion des ministres a eu à son ordre du jour des points portant sur les mesures de politique économique face à la crise internationale et sur le potentiel de croissance de la Zone Franc entre autres.



Échos des instituts nationaux de statistique

Burkina Faso www.insd.bf

■ Au cours du troisième trimestre 2009, l'activité statistique au Burkina Faso a principalement porté sur la coordination statistique ainsi que sur la conduite des opérations de collecte.

■ Le Conseil national de la statistique (CNS) a tenu sa première session ordinaire de l'année le 17 juillet 2009 à Ouagadougou. Elle a connu la participation d'une centaine de représentants du système statistique national et de partenaires techniques et financiers. Au terme de cette session, le Conseil a adopté le rapport diagnostic du système statistique national, le rapport statistique national 2008, le programme statistique national 2010 et le recueil de concepts, définitions, indicateurs et méthodologies utilisés dans le SSN. Il a entre autres, recommandé la prise en compte des résultats de l'évaluation par les pairs et l'insertion de la liste complète des partenaires techniques et financiers et des bilatéraux du SSN dans le rapport diagnostic du système statistique national.

■ Le CNS a aussi émis un avis favorable pour l'octroi d'autorisation préalable pour la réalisation d'enquêtes et d'études statistiques sur deux demandes reçues. Il concerne la mise en place d'une enquête trimestrielle de conjoncture auprès des établissements touristiques et d'hébergement.

■ Dans le cadre de l'analyse des résultats du recensement général de la population et de l'habitation de 2006, un atelier de production des indicateurs des monographies régionales s'est tenu du 19 au 24 juillet 2009 à Koudougou. Il a permis de produire, en se référant à la monographie témoin sur la région des Cascades validée le 10 juin 2009, tous les indicateurs nécessaires à la réalisation des 14 autres monographies régionales. La rédaction de ces monographies est actuellement en cours.

■ Les travaux de réalisation de l'Enquête démographique et de santé (EDS) se poursuivent avec le démarrage le 17 août 2009 de l'opération de cartographie. La fin de cette phase est prévue pour le 17 octobre 2009 et l'enquête pilote en septembre 2009.

■ La collecte des données de l'Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM) a commencé le 3 juillet 2009. Cette phase qui comporte 4 passages se déroulera en 12 mois. Le premier passage devrait prendre fin le 3 octobre 2009.

Cameroun www.statistics-cameroon.org

■ A la 57^e session de l'Institut international de statistique qui a eu lieu du 16 au 22 août 2009 à Durban (Afrique du Sud), la Communauté statistique du Cameroun a été honorée à travers M. Nguetse Tegoum Pierre Joubert, statisticien économiste, qui a remporté le prix « Awards and Prizes » de cette institution. Le lauréat a lors de cette session, présenté son article intitulé « Estimating the returns to education in Cameroun informal sector ». Dans cet article, l'intéressé s'appuie sur les données de l'Enquête sur l'emploi et le secteur informel, réalisée en 2005 par l'INS, pour démontrer l'effet du niveau d'instruction sur la rémunération horaire des travailleurs du secteur informel.

■ L'INS a lancé le 17 août 2009, la phase de collecte des données du recensement général des entreprises du Cameroun (RGE) dans les chefs lieux des régions du pays qui va durer deux mois. Le RGE a pour objectif général de donner une photographie globale du tissu d'entreprises au Cameroun. Les premiers résultats sont attendus au premier trimestre 2010.

■ L'INS a également réalisé en juillet 2009, avec l'appui financier de l'Unicef, une enquête sur les comportements, attitudes et pratiques (CAP) des populations sur la grippe aviaire. Cette enquête, dont les données sont en cours d'exploitation, avait pour objectif d'apprécier le niveau d'information et de connaissances des populations, et le niveau d'application des mesures de prévention en vue de mieux prévenir cette pandémie.

■ En partenariat avec le ministère de la Santé publique, l'INS a réalisé l'Enquête de couverture vaccinale sur la campagne de vaccination contre la rougeole. Cette enquête avait pour objectif de déterminer les taux de couverture des actions de la campagne de vaccination organisée du 30 juin au 5 juillet 2009 dans le cadre de la première semaine d'action de santé, de nutrition infantile et maternelle 2009 (SAS-NIM 1). La collecte des données s'est déroulée du 21 août au 4 septembre 2009 dans les 10 régions du pays.

Centrafrique www.minplan-rca.org/ministere/ica-sees

Au cours du troisième trimestre 2009, l'activité de l'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales a été marquée par :

■ la publication, le 10 juillet, du bulletin « Prix Info » et le 17 août, du bulletin statistique du deuxième trimestre 2009 ;

■ la tenue de deux ateliers de renforcement des capacités. Le premier, organisé du 3 au 6 août 2009 à Gbalabo, avait pour objectif de former les étudiants de l'université et des grandes écoles de Bangui à la lecture des données démographiques. Le deuxième a été organisé du 17 au 22 août à l'attention des cadres de l'ICASEES et des autres directions générales du Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération internationale sur le logiciel MAP-Info.

Congo www.cnsee.org

L'activité du Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) a été marquée par : (i) le lancement le 22 septembre 2009 de la formation des agents de terrain pour la mise à jour de la base de sondage de l'Enquête sur l'emploi et le secteur informel ; (ii) la collecte des données dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie dans le cadre de l'Etude sur l'insertion des diplômés de l'enseignement technique et professionnel de 2002 à 2007 ; (iii) la finalisation du questionnaire de la 2^e enquête QUIBB à la suite de la concertation avec AFRISTAT et la Banque mondiale (iv) et l'élaboration et la présentation du rapport préliminaire de l'Enquête de la séroprévalence et sur les indicateurs du sida avec l'appui technique de Macro international.

Le CNSEE a également accueilli une mission d'appui technique de l'UNFPA pour l'apurement du fichier des données du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) 2006 et l'édition des tableaux statistiques. Il a aussi publié les indices des prix par grands groupes de produits de janvier à juin 2009 pour les villes de Brazzaville et Pointe Noire.

Gabon www.stat-gabon.ga

Au cours du troisième trimestre 2009, l'activité statistique a été marquée par la validation des éléments de la SNDS, la tenue d'une réunion de concertation du système statistique national et la restitution des résultats du recensement des gabonais économiquement faibles

■ La validation de la vision et la détermination des axes stratégiques pour le développement du système statistique national ont été réalisées les 30 juin et 1^{er} juillet 2009 au cours d'un atelier qui a réuni les représentants des services statistiques sectoriels.

■ La Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) a organisé le 6 août 2009 à Libreville, une réunion de concertation du système statistique national. Cette réunion poursuivait deux objectifs principaux :

finaliser le plan d'action 2010-2014 du système statistique national et élaborer un calendrier de publication statistique. Cette réunion, qui avait réuni vingt et trois services statistiques sectoriels, a permis d'améliorer la connaissance de la DGSEE sur leurs différentes activités, leurs besoins et leurs perspectives.

■ L'atelier de restitution des résultats du recensement des gabonais économiquement faibles (RGEF), organisé par la DGSEE, s'est tenu le 8 juillet 2009 à Libreville. Cet atelier a clôturé le RGEF 2008, par une cérémonie de remise officielle des produits de ce recensement à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), en présence des représentants des départements ministériels concernés par les questions sociales et de santé ainsi que des institutions internationales.

Guinée

www.stat-guinee.org

Le 7 juillet 2009, un lot de matériel roulant, d'équipements et de fournitures cartographiques a été mis à la disposition du gouvernement de la Guinée par l'UNFPA pour le compte du 3^e recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-III). Les travaux cartographiques sur le terrain de ce recensement devaient démarrer le 1^{er} Septembre 2009.

Le rapport d'activité 2008 du système statistique national (SSN) a été validé le 12 août 2009 au cours d'un atelier qui a regroupé les représentants de 21 structures du SSN. Les objectifs visés par ce rapport sont entre autres, de fournir des éléments de base pour le suivi de la mise en œuvre de la SNDS.

L'Institut national de la statistique a lancé le 17 août 2009, la phase de collecte des données de l'enquête du Programme d'appui aux communautés villageoises (PACV) qui devait s'achever le 15 septembre 2009. L'objectif de l'enquête est de mesurer l'effet causal du programme d'appui aux collectivités villageoises sur la capacité de gestion des autorités locales. Dans la conduite de cette enquête, l'INS bénéficie de l'appui technique des consultants de la Banque mondiale.

Mali

www.dnsi.gov.ml

■ L'Institut national de la statistique du Mali a publié en juillet 2009 l'Indice de la

production industrielle du 2^e trimestre 2009 et au mois d'août 2009, la Note de conjoncture et le Bulletin de conjoncture du 2^e trimestre 2009.

Niger

www.stat-niger.org

Au cours de la période sous revue, l'activité de l'INS a été dominée par la formation à la planification opérationnelle et la restitution des résultats d'enquêtes réalisées en 2008.

■ L'INS a organisé du 10 au 12 août 2009 un atelier de formation interne en gestion axée sur les résultats (GAR) et en planification opérationnelle au profit de vingt sept cadres de l'INS dont sept des directions régionales. Cet atelier, animé par un expert national en gestion de développement, a permis aux participants de connaître les définitions, concepts et outils de la gestion axée sur les résultats et de la planification opérationnelle et être à même de les mettre en œuvre.

Cet atelier a été suivi, du 13 au 14 août de celui sur la programmation des activités 2010 de l'INS. Ont pris part à cette rencontre, le Directeur Général de l'INS et ses plus proches collaborateurs ainsi que les chefs de projets et de divisions et les représentants syndicaux.

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso voulant s'inspirer de l'expérience de l'INS du Niger sur le processus de programmation des activités, a également été représenté à cet atelier. Après une analyse détaillée des propositions d'activités, un programme réaliste a été élaboré à l'issue de cet atelier.

■ L'INS a, du 17 au 19 août 2009 organisé, avec l'appui financier de l'Union européenne, un atelier de présentation des résultats de trois enquêtes réalisées en 2008 : la troisième enquête nationale sur le budget et la consommation des ménages (ENBC III), l'Enquête sur la qualité des services de santé et l'Enquête sur la qualité des services de l'éducation.

Ces opérations statistiques s'inscrivent dans le cadre du suivi de l'impact des politiques de développement mises en œuvre par le gouvernement et les partenaires, notamment dans les secteurs sociaux de base.

Togo

www.stat-togo.org

Au cours de la période sous revue, l'activité de la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) a été marquée par la poursuite des activités du 4^e recensement général de la population et de l'habitat (RGPH4), le recensement des structures productrices de statistiques et par la tenue de deux ateliers de formation respectivement sur des données d'état civil et la gestion de la base de données TogoInfo.

■ La DGSCN a poursuivi les activités du 4^e recensement général de la population et de l'habitat (RGPH4). Au cours du mois de juillet, une mission d'appui du Bureau régional de l'UNFPA a permis de procéder à l'évaluation de la cartographie censitaire à mi-parcours et du recensement pilote ainsi qu'à la finalisation des documents méthodologiques (questionnaires, manuels, etc.).

■ La DGSCN a également organisé du 21 août au 3 septembre 2009, avec l'appui du PNUD, un recensement des structures productrices de statistiques au Togo. L'objectif principal de cette opération était d'identifier les structures productrices de statistiques pour le bon fonctionnement de la coordination statistique.

■ Elle a aussi organisé du 2 au 4 septembre 2009, dans le cadre de la convention de travail avec AFRISTAT, un atelier de mise à niveau des chefs centraux des bureaux d'état civil des préfectures et des communes du Togo. L'objectif de cet atelier qui a réuni 70 responsables, était de pérenniser la gestion des données d'état civil afin d'améliorer le système d'enregistrement des faits d'état civil.

■ Cet atelier a été suivi du 7 au 11 septembre 2009, de celui consacré à la formation des points focaux sur TogoInfo organisé par la DGSCN en collaboration avec l'UNFPA, l'Unicef et le PNUD. Son objectif était de renforcer les capacités des points focaux des départements ministériels dans le traitement des données (saisie et contrôle). L'atelier a regroupé une vingtaine de participants composés des acteurs du secteur public (départements ministériels) et des institutions internationales (UNFPA, PNUD).

Réunions, ateliers et séminaires

Bamako, 30 septembre-2 octobre 2009
14^e réunion du Conseil Scientifique d'AFRISTAT

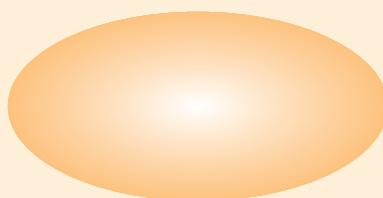
Bamako, 12-14 octobre 2009
20^e réunion du Comité de Direction d'AFRISTAT

Accra, 26-30 octobre 2009
28^e session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique

Dakar, 9-13 novembre 2009
Ateliers sous régionaux de validation des données de prix 2009 du PCI-Afrique et de comptabilité

Dakar, 16-18 novembre 2009
Réunion du Consortium PARIS21

Dakar, 19-21 novembre 2009
5^e symposium sur le développement statistique en Afrique



Réunion du Consortium PARIS21 : Développement statistique : vers un nouvel engagement Dakar, Sénégal, 16-18 novembre 2009

Partenariat de PARIS21 organise, conjointement avec le Gouvernement du Sénégal, la **réunion de son Consortium** qui se tiendra à **Dakar** du **16 au 18 novembre 2009**. Cet événement rassemblera environ 400 participants de haut niveau pour débattre du renforcement de la capacité statistique dans les pays en développement et examiner les progrès accomplis ainsi que les contributions attendues du Partenariat et de son Secrétariat. La réunion du Consortium PARIS21 sera suivie par le **5^e Symposium africain sur le développement de la statistique**.

La participation à la réunion du Consortium se fera sur invitation. Pour en savoir plus, consulter le site www.consortium-paris21.org.



L'EXCELLENCE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel
à afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Martin BALEPA

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Dorothée OUISSIKA, Djoret BIAKA TEDANG,
Guillaume POIREL.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739